

La plaie palestinienne Ouest France 15.2.91

L'affaire palestinienne est l'abcès de fixation de la relation orageuse que l'Occident maintient avec le monde arabe et islamique. C'est là que s'est révélée avec le plus d'acuité l'impuissance militaire des Arabes, mais aussi leur retard technologique et leurs tragiques divisions. Nassérisme, khomeïnysme et saddamisme auraient pu être bien moins efficaces dans leur mobilisation si cette plaie palestinienne n'était pas restée ouverte, pour leur facile usage.

Ces temps-ci, l'idée à la mode est de regarder vers la Syrie. Damas ayant fait le bon choix dans le Golfe — contrairement à l'OLP d'Arafat et à la Jordanie du roi Hussein — pourquoi ne pas lui rendre le Golan, pour consolider son ancrage à l'Ouest ? La Syrie, en contrepartie, donnerait le coup de grâce à une OLP inefficace, mal inspirée et encombrante.

Les faiseurs de paix ne manquent pas de projets. Le problème c'est d'abord que le Golan a été bel et bien annexé par Israël fin 1981, et qu'il est difficile de réunir à la Knesset israélienne la majorité nécessaire pour le rendre. Plus grave, la restitution du Golan ne règle rien au fond du problème et risque fort de se révéler un subterfuge coûteux et inutile, fragilisant le régime syrien sans le satisfaire.

Car il n'est pas nécessaire d'aimer Arafat pour comprendre que sans une solution au problème spécifique des droits nationaux palestiniens, il n'y a pas de paix au Levant. Tel est le fond du problème qu'Israël et certains dirigeants arabes ne pensent qu'à refouler. A défaut d'une solution à ce problème, il faudra s'attendre à ce que tous les Saddam, tous les ayatollahs et autres dictateurs en mal de cause se posent en champions de la cause palestinienne.

Soif d'État

Droits nationaux des Palestiniens, mais où ? En Palestine et plus précisément dans les territoires occupés par Israël en 1967 et où a surgi une large rébellion depuis fin 1987 : l'intifada. Pourquoi ne pas renverser le roi Hussein et



les installer en Jordanie ? Pour une raison simple et incontournable : les Palestiniens n'accepteront pas une patrie de rechange ; les Jordaniens refuseront de leur offrir la leur. Pousser dans ce sens, c'est créer un foyer d'instabilité et de violence dans le jusque-là pacifique royaume hachémite et doter Israël d'un voisin plus frustré encore, et plus hostile.

Sécurité d'Israël

Quels Palestiniens ? En principe tous. Ceux de Cisjordanie et de Gaza autant que ceux de la diaspora. Ce droit au retour offert à tous ne sera acquis que par certains. Comme les Libanais, ou les Israéliens eux-mêmes, les Palestiniens sont assez réalistes pour ne vouloir étancher que formellement leur soif d'État. Beaucoup seront prêts à reconnaître les maigres ressources de leur petit pays. Ils iront s'installer dans la lointaine Amérique, sinon dans tel ou tel pays arabe. Mais ce mouvement d'émigration ou d'intégration sur place ne pourra paradoxalement être obtenu qu'une fois l'État créé. Le passeport enfin en main, beaucoup cherche-

ront à obtenir un précieux visa pour s'installer ailleurs.

Seule la création d'un État palestinien sur un morceau de terre de Palestine pourrait mettre fin à une tactique palestinienne vieille d'un demi-siècle : impliquer le maximum d'États, de groupes, de têtes brûlées, d'âmes tendres et d'affreux terroristes, dans leur cause, et déstabiliser plus d'un pays sur leur passage. Ayant obtenu satisfaction, ils pourraient enfin dire à tous les Saddam de la région et à toutes les « Brigades rouges » du Japon, de RFA et d'ailleurs, qu'ils n'ont plus besoin de leur encombrant soutien.

Comment y parvenir ? La conférence internationale est un bon moyen, mais ce n'est qu'un instrument parmi d'autres. Un retrait israélien des territoires n'est en fait envisageable qu'avec de sérieuses garanties américaines pour la sécurité de l'État hébreu. Or, un effet essentiel de la guerre du Koweït, c'est cette démonstration de la détermination de l'Amérique à secourir ses amis en danger, de sa formidable capacité à le faire, et de son souci de protéger Israël en particulier. La crise actuelle rend bien plus crédible l'inévitable garantie de Washington pour la sécurité d'Israël. Certains Israéliens ont déjà eu le courage de le faire remarquer.

Sans cela, vous pouvez toujours chasser le Palestinien. Il reviendra au galop...

* Directeur de recherche au CNRS et professeur à l'Institut d'études politiques de Paris.